

# Donald Trump aboie, ses ministres corrigent

THE DAILY TRUMP. Cauchemar pour les ministres de Trump : ils doivent sans cesse corriger les gaffes de leur patron ou arrondir les angles, au risque de contredire totalement ses propos.

Il n'est pas question de militariser la lutte contre l'immigration. Entre Israël et la Palestine, les États-Unis encouragent plus que jamais une solution à deux États. Leur engagement auprès de l'Otan est sans faille, tout comme leur alliance avec l'Union européenne. Ce n'est pas une bonne idée de parler de "terrorisme islamique radical", sous peine de braquer les pays musulmans. Et la Chine ne manipule pas artificiellement le cours de sa monnaie...

La politique de Barack Obama ? Non, celle des ministres de Donald Trump. En plus de leur portefeuille habituel, ils ont tous hérité un job qu'ils n'avaient peut-être pas prévu : pompier volant. L'œil rivé sur le fil Twitter de leur boss, ils passent leur temps à "expliquer", "mettre en perspective" ou "élaborer" la pensée présidentielle – en d'autres termes, à la contredire mot pour mot pour rassurer des interlocuteurs paniqués. Sans savoir, en retour, si leurs corrections ne seront pas atomisées dans la minute qui suit par la Maison-Blanche. Jan Techau, directeur du Forum Richard C. Holbrooke à l'American Academy de Berlin, observe :

"Ils sont très prudents, car ils ne savent pas si la moitié de ce qu'ils disent sera ou non contredite par leur boss sur Twitter."

C'est parfois comique. La semaine passée, Trump évoque une "opération militaire" à propos de la lutte contre l'immigration clandestine. Les deux envoyés du Président à Mexico, Rex Tillerson (Département d'Etat) et John Kelly (Homeland security) apprécient d'autant plus que Trump en a également remis une louche sur les "drug lords" et "bad dudes" mexicains renvoyés chez eux. Poignées de mains crispées, sourires gênés, John Kelly promet :

"Il n'y aura pas – je répète – pas d'expulsions de masse et pas – je répète – pas d'utilisation des forces militaires dans les opérations liées à l'immigration."

Ambiance.

## **Rex, couché !**

Pour Rex Tillerson, ce n'est pas la première humiliation. En quelques semaines, l'homme est passé du statut de superman de la planète (PDG d'ExxonMobil) à celui de Petit Chose de l'administration. Il n'a pas été invité aux rencontres de Trump avec Netanyahu ou Trudeau, a joué les potiches pour Teresa May et Shinzo Abe. Il apprend après coup les changements de positions à propos de la Palestine, de l'Iran, de la Russie ou de la Chine, et son choix de n° 2 a été retoqué à la dernière minute par Trump. Le dernier point de presse de son ministère remonte au 19 janvier...

Tillerson n'est pas le seul à ramer à contre-courant. Nikki Haley, ambassadrice auprès de l'ONU, s'est empressée de déclarer que les États-Unis soutenaient "absolument" l'idée d'une solution à deux États en Israël-Palestine, après que Trump eut déclaré son indifférence. Steve Mnuchin (Trésor) refuse de dire que la Chine manipule le cours de sa monnaie, contrairement à son patron. James Mattis (Défense) rappelle que "nous ne sommes pas en Irak pour confisquer le pétrole de qui que ce soit", contrepied des regrets exprimés par Trump pendant toute la campagne. Et Mike Pence, en visite en Europe, jure que son boss reste "totalement dévoué à notre alliance transatlantique" et qu'il exprime "un engagement fort des États-Unis à une coopération et un partenariat avec l'Union européenne", l'opposé de ce que Trump a affirmé quelques jours plus tôt.

Dans l'histoire américaine moderne, une telle cacophonie ne s'est jamais vue. Certains présidents, comme Franklin Roosevelt, n'ont pas hésité à jouer sur les dissensions entre ministres, mais celles-ci étaient toujours résolues avant que la position présidentielle ne devienne publique et tranche le débat. Cette fois, la cacophonie régnante n'est rien d'autre que l'expression du chaos à la Maison-Blanche, où des conseillers proches de Trump (Steve Bannon, Jared Kushner) entendent bien garder la haute main sur la politique étrangère, et où le président dégage ses tweets sans se soucier des subtilités de politique étrangère ou intérieure.

## **Thanks but no thanks**

D'où cette question, posée à tous les interlocuteurs de la Maison-Blanche : comment gérer la Trumpophonie ?

- **La stratégie "tout va très bien"**. Elle consiste à faire comme si les "raisonnables" (ministres ou vice-président) auront le dernier mot.

> **Exemple** : "Mon espoir est que le discours du vice-président Pence reflète la façon d'intégrer le président dans une politique étrangère américaine prévisible, judicieuse" (Norbert Röttgen, président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag).

Encore mieux, ou plus sincère : "[Mike Pence] a été très compréhensif, très amical et ils nous a dit que si nous avons le moindre problème ou pouvait l'appeler. Il nous a dit, "si vous ne voulez pas appeler le président, vous pouvez toujours me téléphoner"" (Kersti Kaljulaid, président de l'Estonie).

- **La stratégie "non mais allô quoi"**. Elle met l'accent sur les incohérences venant de Washington. Elle est employée davantage par les pays déjà en bisbille avec le Donald.

> **Exemple** : "Je vois des messages différents émanant de la Maison-Blanche et des ministres en visite chez nous. On ne sait pas si les secrétaires Tillerson et Kelly disent la vérité ou pas. C'est un problème de crédibilité. Sont-ils venus pour raconter des mensonges ? Ou bien ne coordonnent-ils pas avec leur boss ? Qui croire ?" (Gabriela Cuevas, présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat mexicain).

- **La stratégie "thanks but no thanks"** ("merci mais non merci"). Difficilement accessible aux interlocuteurs étrangers, elle est le choix de nombreux experts ou grosses pointures contactés pour occuper des postes de responsabilité à la Maison-Blanche : ils se renseignent, étudient le pouvoir qu'ils auraient vraiment et préfèrent retourner cultiver leurs orchidées.

> **Exemple** : le vice-amiral Bob Harward, pressenti pour succéder à Mike Flynn comme conseiller à la Sécurité nationale. Après quelques jours de réflexion, Harward a décliné l'offre. Vu le chaos de la Maison-Blanche, a-t-il confié à un proche, la proposition de Trump avait tout l'air d'un "shit sandwich"...

**Philippe Boulet-Gercourt**